

Mauritanie

Rapport International sur la Liberté de Religion -2003

Publié par Le Bureau de la Démocratie, des Droits de l'Homme et du Travail

La Constitution établit que le pays est une République Islamique et décrète que l'Islam est la religion des ses citoyens et de l'Etat; le Gouvernement limite la liberté de religion.

Il n'y avait pas de changement dans le statut du respect de la liberté de religion durant la période couverte par ce rapport. Au moment où la Constitution décrète que l'Islam est la religion de l'Etat, des expatriés résidents et un petit nombre de citoyens no-musulmans pratiquent leur religion ouvertement et librement; Cependant, le prosélytisme et la distribution de matériels religieux sont prohibés.

Les relations entre la communauté musulmane et le petit nombre de non-musulmans sont amicales.

Le Gouvernement des Etats-Unis discute librement les questions de liberté de religion avec le Gouvernement dans le contexte de son dialogue global et de sa politique pour la promotion des droits humains.

Section I. Démographie religieuse

Le pays a une surface de 397 840 miles carrés, et sa population est, approximativement de 2,5 millions, Pratiquement, 100% de la population pratique le Sunnisme musulman. Il y a un petit nombre de non-musulman, et des Eglises Catholiques Romanes, établies à Nouakchott, Atar, Zouérate, Nouadhibou, et Rosso.

Il y a plusieurs organisations non-gouvernementales (ONGs) étrangères, à base confessionnelle, qui travaillent activement dans l'humanitaire et le développement dans le pays.

Section II. Le statut de la liberté de religion

La Constitution établit que le pays est une République Islamique et décrète que l'Islam est la religion du peuple et de l'Etat. En conséquence, le Gouvernement limite la liberté de religion. Cependant, les expatriés non-musulmans et le petit nombre de non-musulmans pratiquent ouvertement et librement leur religion.

Le Gouvernement et la société considèrent ensemble que l'Islam est l'essentielle cohésion de l'unité des groupes ethniques variés et des castes du pays. Il y a un département de niveau ministériel, le Ministère de la Culture et de l'Orientation Islamique et un Haut Conseil Islamique, consistant en six Imams, qui, à la

demande du Gouvernement, donne son avis sur la conformité de la législation avec les principes islamiques.

Quoi que le Gouvernement prévoie un petit traitement à l'Imam de la Mosquée Central dans la capitale Nouakchott, les mosquées et les écoles Coraniques sont normalement supportées par leurs membres et les autres donateurs.

Le Gouvernement ne reconnaît pas les groupes religieux. Cependant, les ONGs séculières doivent s'inscrire au Ministère de l'Intérieur; Ce-ci inclue les ONGs humanitaires et du développement affiliées aux groupes religieux. Les ONGs à but non lucratif, comprenant celles des groupes religieux et celles séculaires ne sont pas soumises à la taxation.

Le système judiciaire consiste en un système unique de tribunaux avec un système modernisé légal conforme avec les principes de la Chari'a (Loi islamique).

Le Gouvernement observe les fêtes musulmanes comme fêtes nationales, mais cette pratique n'a pas d'impacte négative sur les autres groupes religieux. Un magistrat de la Chari'a, qui préside une commission gouvernementale séparée, décide, pour la nation, les dates pour les commémorations des fêtes religieuses.

Restriction pour la Liberté de Religion

La Chari'a, dans la loi de la terre sous un gouvernement passé de 1983, prévoit l'interdiction Coranique contre l'apostasie et la conversion à une autre religion que l'Islam; cependant cela n'a jamais été codifié dans la loi civile ou mise en vigueur. Le petit nombre des inconnus convertis de l'Islam n'avaient souffert aucun ostracisme, et il n'y a pas de rapports de la société ou du Gouvernement pour essayer de les punir.

Quoi qu'il n'y a pas de prohibition légale de prosélytisme par les non-musulmans, en pratique, le Gouvernement prohibe le prosélytisme par les non-musulmans à travers l'usage de l'article 11 de la Loi sur la Presse, qui interdit la publication de n'importe quel matériel qui est contre l'Islam ou qui contredit ou menace l'Islam. Il n'y a pas de rapport selon lesquels le Gouvernement a sanctionné les personnes pour la violation de l'article 11 durant la période couverte par ce rapport. Le Gouvernement considère les tentatives des autres pratiquants d'autres religions de convertir les musulmans comme saper les fondements de la société. Les ONGs de confession limitent leurs activités à l'assistance humanitaire et au développement.

En juin, le Gouvernement a adopté une loi interdisant l'usage de la mosquée pour n'importe quelle activité politique, comprenant la distribution de propagandes et l'incitation à la violence.

Sous l'article 11 de la Loi de la Presse, le Gouvernement limiterait l'importation, l'impression ou la distribution publique de Bibles ou de toute autre non-islamiques littératures, et en pratique, les Bibles ne sont ni imprimées ni vendues publiquement dans le pays. Toutefois, la possession de Bibles ou de tout autre non-islamiques matériels religieux dans les foyers n'est pas illégale, et les Bibles et les autres publications religieuses sont disponibles parmi la petite communauté de non-musulmans.

Il n'y a pas de serment religieux requis pour les membres du gouvernement ou pour les employés, sauf pour le Président et les 5 membres du Conseil Constitutionnel, ainsi que pour les 10 membres du Conseil Supérieur de la Magistrature que préside le Président. Le Conseil Constitutionnel et le Conseil Suprême de la Magistrature conseillent le Président en matière de loi et de Constitution. Le serment de fonction contient la promesse à Dieu d'appliquer la loi du pays avec la conformité avec les préceptes islamiques.

Les écoles privées, que tous les enfants fréquentent, et les écoles publiques dispensent toutes des cours de religion. Ces classes enseignent l'histoire et les principes de l'Islam et l'Arabe classique du Coran. Quoique la fréquentation de ces classes religieuses est en apparence demandée, beaucoup d'élèves, la grande majorité d'entre eux sont musulmans, s'abstiennent de cette fréquentation, évoquant diverses raisons ethnico-linguistiques et religieuses. Néanmoins, ces élèves sont capables de réussir à l'école et obtiennent des diplômes en compensant leurs lacunes de ne pas fréquenter les écoles religieuses par leur performance dans d'autres filières.

Dans les conséquences de la tentative échouée du 8 juin, le Président Taya a fermé un certain nombre d'écoles financées par l'Arabie Saoudite. Les étudiants sont libres d'étudier ailleurs, mais ne reçoivent plus les bénéfices donnés par l'Arabie Saoudite.

La loi islamique de la Chari'a prévoit le principe légal par lequel la loi et les procédures sont appliquées, et parce que la Chari'a est appliquée dans le pays, les tribunaux ne traitent pas dans tous les cas la femme comme l'égal de l'homme. Par exemple le témoignage de deux femmes est nécessaire pour égaler le témoignage d'un homme. En plus de cela, en compensant l'indemnité à la famille d'une femme tuée, les tribunaux accordent seulement la moitié du montant alloué à un homme tué. Pour les questions commerciales et les autres sujets modernes qui ne sont pas spécifiquement adressées par la Chari'a, la loi et les tribunaux traitent, à égalité, les hommes et les femmes.

Conversion religieuse forcée

Il n'y a pas de rapports de conversion par la force à la religion, ni parmi les mineurs citoyens des Etats-Unis qui ont été adoptés ou illégalement démenagés

des Etats-Unis ou encore de rapports sur le refus à ces citoyens de retourner aux Etats-Unis.

Section III. Attitudes Sociales

Les relations entre la communauté musulmane et le petit nombre de non-musulmans sont généralement amicales.

Section IV. Politique du Gouvernement des Etats-Unis

Le Gouvernement des Etats-Unis surveille les développements affectant la liberté religieuse, maintient les contacts avec le clergé et autres leaders de la majeure partie des groupes religieux, et discute les questions de liberté religieuse avec le Gouvernement, y compris le Ministre de la Culture et de l'Orientation Islamique, dans le cadre du contexte global de son dialogue et de sa politique de promotion des droits humains.

Le 27 mai et le 20 juin, l'Ambassadeur discutait les pratiques de la diversité religieuse et de la liberté de religion avec le Ministre de la Culture et de l'Orientation Islamique. En utilisant un financement du Gouvernement des Etats-Unis en octobre 2002, une ONG locale a engagé des Imams, dans une conférence, dans la lutte contre le SIDA.

L'Ambassadeur et le Chef de Mission Adjoint avaient discuté les questions de la liberté religieuse avec les ONGs de confessions religieuses travaillant dans le pays.

Publié le 18 décembre 2003